

Inventaire 2009 des exonérations, abattements et réductions qui influencent les recettes de l'Etat

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Cet article reproduit l'introduction et la synthèse du dernier inventaire des dépenses fiscales, avec l'aimable autorisation des services de la Chambre des Représentants. Le document complet est publié sous la référence DOC 52 2222/011, Chambre des Représentants de Belgique, Annexe au Budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2010, *Inventaire 2009 des exonérations, abattements et réductions qui influencent les recettes de l'État*.

Table des matières

1	Introduction	27
2	Inventaire des dépenses fiscales. Commentaire des résultats	33
2.1	Résultats globaux	33
2.2	Les résultats impôt par impôt	37
2.2.1	Impôt des personnes physiques	37
2.2.2	Impôt des sociétés	38
2.2.3	Précompte professionnel	38
2.2.4	Précompte mobilier	39
2.2.5	Droits d'accise	39
2.2.6	Droits d'enregistrement	39
2.2.7	Taxe sur la valeur ajoutée	39
2.3	Notes méthodologiques	40
2.3.1	Impôt des personnes physiques	40
2.3.2	Précompte mobilier	41
2.3.3	Droits d'accise	42
2.3.4	Droits d'enregistrement	43
2.3.5	Taxe sur la valeur ajoutée	43
3	Annexes	45

1 Introduction

1. Le présent inventaire constitue une actualisation de la liste contenue dans l'avis du Conseil supérieur des Finances au Ministre des Finances, établissant un inventaire complet de toutes les exonérations, abattements et réductions qui influencent les recettes de l'Etat. Cet avis émis le 25 juillet 1985 ⁽¹⁾ est à l'origine de cet inventaire dont l'actualisation est effectuée annuellement en tenant compte des dispositions fiscales qui ont été supprimées ou ajoutées depuis cette date. Cet inventaire tient en outre compte, comme les précédents, des dispositions mentionnées à l'article 2 de la loi du 28 juin 1989 modifiant les lois sur la comptabilité de l'Etat.
2. Certaines des « exonérations, abattements et réductions qui influencent les recettes de l'Etat » sont qualifiées de dépenses fiscales. Le Conseil supérieur des Finances a défini comme suit la notion de dépense fiscale:

“Une moindre recette découlant d'encouragements fiscaux provenant d'une dérogation au système général d'un impôt déterminé en faveur de certains contribuables ou de certaines activités économiques, sociales, culturelles, etc. et qui pourrait être remplacée par une subvention directe”.

La notion de « **système général** » est donc l'élément clé de la définition des dépenses fiscales. Cette notion se définit impôt par impôt.

3. L'**impôt des personnes physiques** organise la taxation des revenus de toute nature, nets des charges consenties pour les acquérir et/ou les conserver. Cette taxation est globalisée, sauf pour les revenus non récurrents, ainsi que pour les revenus mobiliers et divers. Le système général inclut la définition de l'unité d'imposition et les dispositions visant à définir la capacité contributive en fonction de la composition de cette unité d'imposition et du nombre de personnes déclarant un revenu. L'impôt des personnes physiques assure la taxation du revenu mondial des résidents, sous réserve de l'application des conventions préventives de la double imposition et des mesures de droit interne visant à éliminer ou réduire la double imposition.
4. L'**impôt des sociétés** consiste en la taxation des bénéfices, quelle que soit leur affectation, mais après élimination de la double imposition des bénéfices réservés et distribués et après déduction des pertes antérieures. Les mesures d'application des conventions internationales préventives de la double imposition et les mesures de droit interne poursuivant le même objectif sont considérées comme faisant partie du système général. La déduction pour capital à risque est considérée comme un élément du système

¹ Voir Rapport annuel 1985 du Conseil supérieur des Finances, Moniteur belge du 18 avril 1986, p. 5.320.

général: son instauration constitue un changement de système d'application générale et non une dérogation limitative au système préexistant.

5. En principe, le **précompte professionnel** est retenu par l'employeur et versé intégralement au Trésor. Il est calculé sur base de modalités qui peuvent différer selon la nature des revenus. Ces modalités constituent le système général et le montant retenu est alors intégralement imputable sur l'impôt des personnes physiques. Les dispenses de versement dont l'employeur bénéficie constituent des dépenses fiscales.
6. Le **précompte mobilier** tient lieu d'impôt final pour les personnes physiques et les assujettis à l'impôt des personnes morales. Par contre, il constitue toujours pour les sociétés un acompte sur l'impôt final. On considère donc que les exonérations, réductions de taux etc. qui portent sur le Pr.M. tenant lieu d'impôt final constituent des dépenses fiscales, à l'exception de celles qui visent à supprimer ou à réduire la double imposition au niveau international. Par contre, une mesure réduisant le précompte mobilier ou organisant des exonérations n'est pas une dépense fiscale lorsque le bénéficiaire de revenus est une société soumise à l'I.Soc.
7. Le système général des **accises** consiste en un taux par type de produit. Les exceptions ou réductions accordées à certains consommateurs ou selon l'utilisation qui en est faite constituent des dépenses fiscales mais la différenciation des taux par type de produit est constitutive du système général.
8. Le même principe vaut pour les **droits d'enregistrement**. Les droits se définissent par fait générateur. La différenciation des droits en fonction du fait générateur fait partie du système général mais les exceptions ou réductions accordées pour un droit donné sont des dépenses fiscales. En 2006, le droit d'apport a été ramené à 0 %. Ce taux constitue donc le système général et les anciennes exemptions du droit proportionnel ne sont plus considérées comme des dépenses fiscales.
9. La **tva** organise la taxation sur le principe de la valeur ajoutée incorporée par chaque intermédiaire, des livraisons de biens et des prestations de service faites sur le territoire du pays. Les règles européennes autorisent un ou plusieurs taux réduits. L'application de ceux-ci est considérée comme une dépense fiscale. La plupart d'entre eux en ont les caractéristiques de base: ils ont un caractère incitatif et/ou constituent des dérogations « en faveur de certains contribuables ou de certaines activités économiques, sociales et culturelles » et des subventions directes leur sont substituables.
10. Outre le fait qu'elle déroge au système général de l'impôt, une dépense fiscale se caractérise également par le fait qu'elle vise une modification du

comportement du contribuable et que cet objectif pourrait également être atteint par une subvention budgétaire directe.

11. Il existe inévitablement des cas de doute ou des cas dans lesquels une appréciation différente est possible quant à la question de savoir si telle disposition constitue ou non une dépense fiscale. C'est pourquoi une colonne « doute » a été prévue. Les dispositions prises en considération sont donc réparties en trois colonnes selon que, par rapport à la définition précitée:
 - ▶ elles doivent être considérées comme des dépenses fiscales;
 - ▶ elles ne doivent pas être considérées comme telles;
 - ▶ elles suscitent des doutes quant à leur nature de dépense fiscale.

12. Les dispositions fiscales mentionnées dans l'inventaire sont celles qui sont en vigueur pendant l'année ou pendant l'exercice d'imposition pour lesquels des estimations chiffrées les plus récentes sont disponibles.

Les estimations chiffrées les plus récentes portent sur:

- ▶ les exercices d'imposition 2008 et 2009 pour l'impôt des personnes physiques ⁽²⁾;
- ▶ les exercices d'imposition 2008 et 2009 pour l'impôt des sociétés ⁽²⁾;
- ▶ les années 2008 et 2009 pour le précompte mobilier et pour le précompte professionnel;
- ▶ les années 2008 et 2009 pour les impôts indirects.

L'inventaire mentionne également les estimations relatives aux quatre périodes antérieures pour donner une évolution sur six ans. Les tableaux récapitulatifs sont disponibles en format xls sur le site www.docufin.be.

Dans les tableaux regroupant les différents impôts, la totalisation et les comparaisons entre impôts se font toutefois sur base de la même période imposable, ce qui signifie par exemple, que les données de l'exercice 2009 pour l'impôt des personnes physiques et pour l'impôt des sociétés sont regroupées avec les données de l'année 2008 pour les autres impôts.

13. L'inventaire fournit également des précisions quant à la finalité des dispositions qui ont le caractère de dépenses fiscales. La classification par objectif correspond à celle qui est utilisée pour les dépenses budgétaires.

² Situation au 30 juin 2009 pour l'exercice d'imposition 2008 ; situation au 30 juin 2010 pour l'exercice d'imposition 2009.

Cette classification est la suivante :

Cellule "autorité"	1	
Cellule sociale	2	
Prévoyance sociale		2.1
Famille		2.2
Emploi et travail		2.3
Classes moyennes		2.4
Santé		2.5
Autres		2.6
Cellule économique	3	
Épargne et crédit		3.1
Immobilier		3.2
Investissement des entreprises		3.3
Recherche et développement		3.4
Agriculture		3.5
Communications		3.6
Énergie		3.7
Environnement		3.8
Autres		3.9
Communautés et régions	4	
Divers	5	

La répartition du coût des dépenses fiscales selon les différents postes de cette classification doit toutefois être considérée comme indicative. Toute tentative de classification de ce type pose en effet le délicat problème de l'incidence économique de l'impôt et des déductions fiscales.

14. La quantification est réalisée selon la méthode dite des « pertes en recettes ». Cette méthode de calcul évalue de quel montant les recettes d'un impôt sont réduites à la marge du fait de l'existence d'une disposition fiscale particulière.

Il s'agit d'un calcul ex post et statique. Il n'est donc pas tenu compte des effets de comportements induits par l'existence de la disposition et de leurs éventuelles retombées positives ou négatives. La quantification étant faite disposition par disposition, certains effets induits « mécaniques » sont pris en compte. Ainsi, la suppression d'une déduction sur le revenu imposable à l'IRP peut modifier le taux ou le montant d'une réduction d'impôt octroyée en aval. Il en résulte que l'addition du coût des dépenses fiscales pour un impôt donné n'est qu'une indication imparfaite du rendement que procurerait leur suppression conjointe.

15. L'application de cette méthode se fait comme suit.

- ▶ Les calculs concernant l'impôt des personnes physiques sont réalisés, selon le cas, sur base du modèle de micro-simulation SIRE à partir d'un échantillon représentatif de 30.873 déclarations (SIRE revenus 2008) ou sur base des données statistiques établies lors de l'enrôlement de l'impôt.
- ▶ Les calculs concernant l'impôt des sociétés sont réalisés, selon le cas, sur base du modèle de micro-simulation MISis, à partir d'un échantillon représentatif d'environ 24.000 déclarations (MISis 2009, versus 22.200 environ dans MISis 2008), ou sur base des données statistiques établies lors de l'enrôlement de l'impôt.
- ▶ Le coût des dispenses de versement de précompte professionnel est dérivé directement des données statistiques relatives aux déclarations de PrP.
- ▶ Les résultats indiqués pour les autres impôts et taxes sont obtenus par application directe des tarifs normaux aux opérations recensées qui n'ont pas subi ces tarifs.
- ▶ En l'absence de données appropriées et suffisantes disponibles auprès des administrations fiscales, ce sont des données externes qui sont utilisées : c'est notamment le cas pour les revenus exonérés.
- ▶ Certaines des estimations antérieures ont été revues lors de la réalisation de cet inventaire en vue de présenter des séries statistiques cohérentes dans le temps. Cependant, suite à l'introduction d'une nouvelle méthode d'estimation pour les droits d'accise, une série statistique cohérente pour ce chapitre n'a pu être proposée qu'à partir de l'année 2004.

16. Cet inventaire est une annexe au budget des voies et moyens du pouvoir fédéral et vise à informer le parlement du coût des dépenses fiscales décidées par le pouvoir fédéral. Il n'inclut donc pas les « abattements, exonérations et réductions » octroyées ou maintenues par les Régions dans le cadre de leurs compétences fiscales.

17. Toutes les données chiffrées sont mentionnées en millions d'euros. Une indication « p.m. » signifie que le montant est inférieur à 20.000 euros. Une mention « n.d. » signifie que le montant n'a pu être calculé, aucune donnée statistique n'étant disponible. Les zones grisées indiquent que la mesure soit n'est pas encore entrée en vigueur, soit n'est plus d'application.

18. La description des dispositions fiscales reprise dans les annexes est relative aux deux dernières années envisagées.

Il convient de signaler une différence entre les tableaux récapitulatifs et les annexes législatives. Alors que les tableaux récapitulatifs reprennent uniquement les dispositions pour lesquelles le précompte mobilier tient lieu d'impôt final, les annexes examinent l'entièreté des pertes en recettes relatives au précompte mobilier.

19. Dans les annexes législatives, les montants sont directement indexés pour le chapitre de l'impôt des personnes physiques et pour les montants communs repris dans le chapitre relatif à l'impôt des sociétés.
20. En ce qui concerne les dispenses de versement du précompte professionnel, les exonérations de PrP relatives à des rémunérations payées ou attribuées à des étudiants ou de jeunes travailleurs n'apparaissent pas dans l'Inventaire. En effet, ces exonérations ne constituent pas une perte de recettes *sensu stricto*, les rémunérations susvisées étant inférieures au minimum imposable.
21. Le détail par Région des estimations relatives aux dispositions reconnues comme dépenses fiscales à l'impôt des personnes physiques fait l'objet d'un chapitre séparé. Ces estimations régionales sont communiquées pour la dernière année disponible, c'est-à-dire l'exercice d'imposition 2009. La ventilation par Région est faite sur base du domicile du contribuable. La Région n'est pas un facteur de causalité, mais un élément de catégorisation.

2 Inventaire des dépenses fiscales. Commentaire des résultats

2.1 Résultats globaux

Comme mentionné dans l'introduction, les estimations les plus récentes dans cet inventaire portent sur les exercices d'imposition 2008 et 2009 (soit les années 2007 et 2008 comme périodes imposables) pour l'impôt des personnes physiques et pour l'impôt des sociétés, et sur les années 2008 et 2009 pour les données relatives au précompte mobilier, au précompte professionnel et aux impôts indirects. Les estimations contenues dans cet inventaire sont globalisées, impôt par impôt, dans le Tableau 1 pour les dépenses fiscales et dans le Tableau 2 pour les abattements, exonérations et réductions d'impôt qui sont considérés comme faisant partie du système général de l'impôt et qui ne constituent donc pas des dépenses fiscales.

Tableau 1: Pertes de recettes provenant des dépenses fiscales

Millions €	2004	2005	2006	2007	2008	2009	% croiss. annuel moyen depuis 2004
Impôt des personnes physiques	4.511,39	4.677,82	5.098,48	5.316,88	5.844,56	n.d.	6,7%
Impôt des sociétés	2.189,16	2.474,12	1.983,32	1.343,46	617,9	n.d.	-27,1%
Précompte professionnel	n.d.	198,07	495,88	948,48	1.254,35	1.834,17	54,7% (1)
Précompte mobilier -impôt final	489,41	503,09	524,71	503,48	643,83	525,57 (2)	1,4%
Droits d'accise	2.255,99	2.222,30	2.162,29	1.599,97	1.837,64	1.702,62	-5,5%
Taxe sur la valeur ajoutée	5.598,38	5.782,70	5.887,00	6.557,73	6.634,48	7.133,22	5,0%
Total	15.044,33	15.858,10	16.151,68	16.270,00	16.832,76		2,8%

n.d. = non disponible.

(1) Taux de croissance annuel moyen 2006-2009 étant donné la montée en puissance des dépenses fiscales pour les premières années d'application.

(2) Ce montant ne comprend pas les données relatives à l'exemption sur la partie des dividendes allouée ou attribuée aux pouvoirs publics ou par une intercommunale à un autre intercommale, données non encore disponibles pour l'année 2009 au moment de la publication de l'Inventaire.

Pour ce qui concerne les dépenses fiscales, les pertes en recettes qui ont pu être quantifiées s'élèvent globalement à 16.832,76 millions € en 2008, soit 4,9 % de PIB. L'essentiel de ces pertes en recettes provient de quatre impôts ; l'impôt des personnes physiques, l'impôt des sociétés, les droits d'accise et la TVA.

Sur la période 2004-2008, les pertes en recettes quantifiables ont augmenté, tous impôts confondus, de 2,8 % en moyenne annuelle. Le rythme de croissance est cependant très différent d'un impôt à l'autre.

Hormis le cas spécifique du précompte professionnel dont la croissance particulièrement importante est due à la mise en place progressive depuis 2005 du système de dispenses de versement, c'est au niveau de l'impôt des personnes physiques et de la taxe sur la valeur ajoutée que la croissance des pertes en recettes quantifiables est la plus élevée, avec des taux de croissance annuels moyens de 6,7 % et 5 % respectivement sur les périodes 2004-2008 et 2004-2009.

Tableau 2: Pertes de recettes provenant des abattements, exonérations, exemptions et réductions d'impôt qui ne constituent pas de dépenses fiscales

Millions €	2004	2005	2006	2007	2008	2009	% croiss. annuel moyen
Impôt des personnes physiques	18.281,12	17.906,24	18.727,99	18.355,79	19.370,06	n.d.	1,5%
Impôt des sociétés	7.353,70	17.578,22	22.926,82	22.760,41	-15.523,81 (1)	n.d.	-
Précompte professionnel	n.d.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-.
Précompte mobilier -impôt final	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Droits d'accise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Taxe sur la valeur ajoutée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Total	25.634,82	35.484,45	41.654,82	41.116,20	3.846,25 (1)		

n.d. = non disponible.

(1) Voir ci-après l'explication du signe négatif à l'impôt des sociétés et le faible résultat global de l'année 2008.

Le Tableau 2 reprend le coût en termes de pertes en recettes, des dispositions qui ne constituent pas des dépenses fiscales et qui font partie du « système général de l'impôt ».

Pour l'impôt des personnes physiques, ces dispositions comprennent notamment la déduction des charges professionnelles, le quotient conjugal, la tranche exonérée de base et ses compléments octroyés en fonction du nombre d'enfants à charge ou d'autres situations familiales particulières.

A l'impôt des sociétés, ces dispositions concernent l'élimination de double imposition (RDT et plus-values sur actions), la déduction pour capital à risque et la déduction des pertes antérieures.

Les résultats de l'année 2008 sont fortement influencés par l'impact de la crise économique et financière. On note en effet un chiffre négatif en impôt des sociétés. Ceci tient au fait qu'on comptabilise en « perte de recettes » le résultat net de l'exonération des plus-values sur actions et de la non-déductibilité des moins-values. En période normale, il y a une appréciation nette de la valeur des actions, et l'exonération d'ISoc correspondante génère une perte de recettes. La forte chute des cours boursiers en 2008 crée un résultat inverse. La perte en recettes quantifiable globale s'élève donc à 3.846,25 millions € pour l'année 2008, soit 1,1 % de PIB. Au niveau de l'impôt des personnes physiques, les abattements,

exonérations et réductions d'impôt qui font partie du système général de l'impôt sont globalement beaucoup plus importants que les dépenses fiscales.

Tableau 3: Les pertes en recettes provenant des dépenses fiscales, en % du rendement de l'impôt

en % du rendement de l'impôt	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Impôt des personnes physiques	15,2%	15,1%	15,8%	15,7%	16,4%	n.d.
Impôt des sociétés	24,7%	24,9%	18,8%	11,9%	6,2%	n.d.
Précompte professionnel	n.d.	0,6%	1,5%	2,7%	3,3%	4,9%
Précompte mobilier -impôt final	27,4%	21,6%	23,2%	21,2%	24,8%	25,2%
Droits d'accise	36,7%	36,1%	35,6%	25,4%	29,8%	28,1%
Taxe sur la valeur ajoutée	27,7%	27,1%	26,1%	27,6%	27,6%	30,4%
Total	22,6%	22,4%	21,9%	21,0%	21,5%	

n.d. = non disponible

Le Tableau 3 exprime les pertes en recettes en % du rendement de l'impôt correspondant. Ces pourcentages sont calculés « en dehors »: ils expriment donc l'augmentation du rendement actuel de l'impôt qui résulterait mécaniquement, toute autre chose égale par ailleurs, d'une suppression de toutes les dépenses fiscales dont l'impact a pu être quantifié.

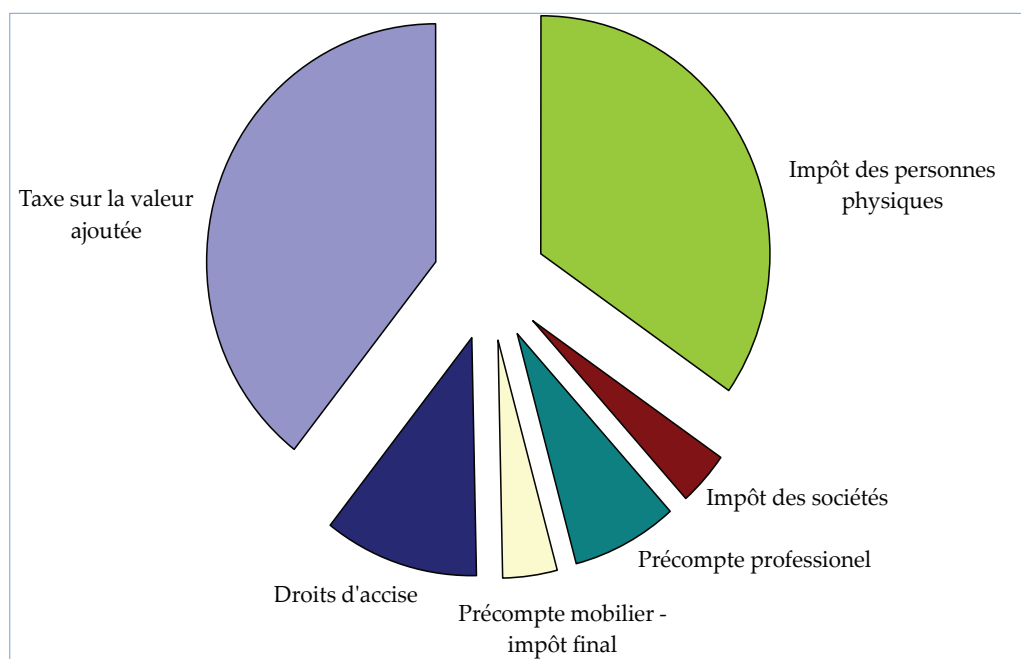
Tableau 4: Les pertes en recettes: classification par objectif (2008)

	Perte en recettes	Idem, en % du total
1. Cellule « autorité »	377,28	3,0%
2. Cellule sociale	5.910,47	47,4%
2.1. Prévoyance sociale	2.749,19	22,1%
2.2. Famille	97,04	0,8%
2.3. Emploi et travail	1.196,35	9,6%
2.4. Classes moyennes	172,95	1,4%
2.5. Santé	0,00	0,0%
2.6. Autres	1.694,94	13,6%
3. Cellule économique	6.101,07	48,9%
3.1. Epargne et crédit	2.233,39	17,9%
3.2. Immobilier	1.834,71	14,7%
3.3. Investissement des entreprises	312,79	2,5%
3.4. Recherche et développement	405,01	3,2%
3.5. Agriculture	0,00	0,0%
3.6. Communications	8,02	0,0%
3.7. Energie	376,26	3,0%
3.8. Environnement	475,68	3,8%
3.9. Autres	463,23	3,7%
4. Communautés et Régions	77,10	0,6%
5. Divers	0,00	0,0%

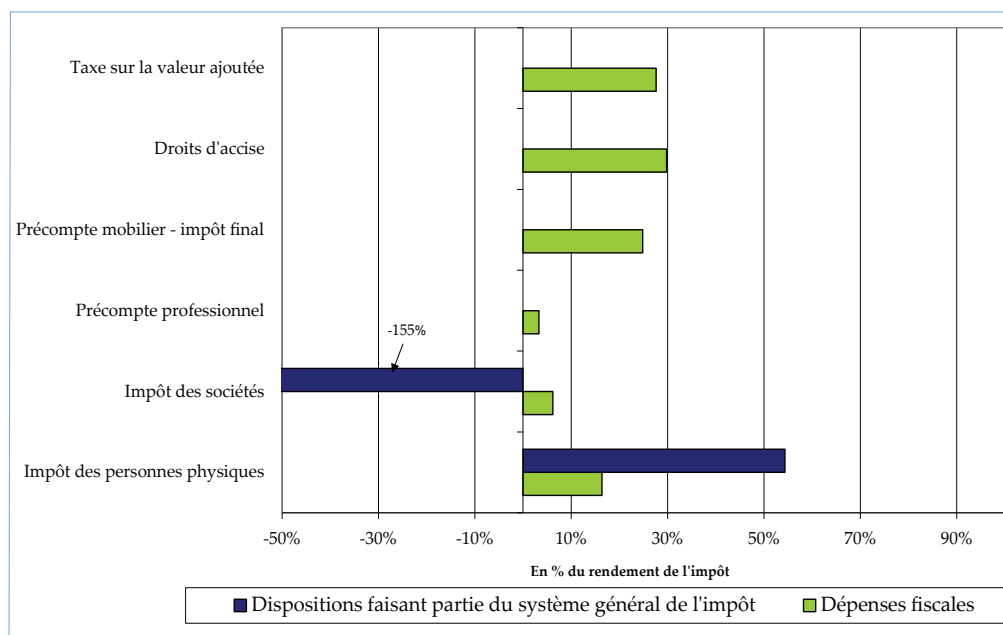
Le Tableau 4 résume la classification par objectif. Comme mentionné ci-dessus, ces données sont indicatives, vu la difficulté qu'il y a à déterminer l'incidence économique finale de certaines dépenses fiscales. La classification par objectif comprend les pertes en recettes de l'impôt des personnes physiques, de l'impôt des sociétés, du précompte mobilier (impôt final), du précompte professionnel, des droits d'accise et de la taxe sur la valeur ajoutée. Sont exclues les pertes en recettes relatives aux droits d'enregistrement dans la mesure où leur statut de dépenses fiscales est modifié suite à la réduction du droit d'apport à 0 % en 2006.

Les dépenses fiscales dont la perte en recettes peut être quantifiée répondent essentiellement à des objectifs sociaux et économiques. Parmi les objectifs sociaux, les plus importants ressortent de la prévoyance sociale et de la rubrique « emploi et travail » (3,9 milliards € de pertes en recettes pour ces deux postes). Parmi les objectifs économiques, ce sont les rubriques « épargne et crédit » et « immobilier » qui forment l'essentiel du coût des dépenses fiscales recensées.

Graphique 1: Pertes et recettes de dépenses fiscales - Année 2008



Graphique 2: Dépenses fiscales et dispositions faisant partie du système général de l'impôt - Année 2008



2.2 Les résultats impôt par impôt

2.2.1 Impôt des personnes physiques

Les réductions d'impôt pour revenus de remplacement constituent le poste de dépenses fiscales le plus important: 2.727 millions € pour les revenus de l'année 2008.

Viennent ensuite les réductions d'impôt octroyées pour l'épargne à long terme et l'investissement immobilier (1.994 millions € pour les revenus de l'année 2008). Ce montant comprend les réductions pour les primes d'assurance-vie, les remboursements en capital d'emprunt hypothécaire, le régime de la déduction pour habitation propre et unique, les versements d'épargne-pension, les versements pour l'achat d'actions de la société-employeur et les cotisations personnelles des plans d'assurance-groupe.

Ces deux postes constituent à eux seuls 81 % des pertes en recettes quantifiables. Parmi les autres postes importants, signalons la réduction d'impôt pour les dépenses en investissements économiseurs d'énergie (376 millions €), le remboursement par l'employeur des frais de déplacement domicile – lieu de travail (167 millions €), la réduction d'impôt pour heures supplémentaires (118 millions €), la réduction d'impôt pour dépenses payées avec des titres-services et

son éventuelle conversion en crédit d'impôt (118 millions €), le crédit d'impôt pour faibles revenus d'activité professionnelle (99 millions €), la déduction des frais de garde d'enfants (97 millions €) et la déduction des libéralités (47 millions €).

Les dépenses fiscales dont les pertes en recettes sont quantifiables ont connu une croissance annuelle moyenne de 6,7 % sur la période 2004-2008 et leur part dans le rendement de l'impôt correspondant augmente de 15,2 % à 16,4 %.

2.2.2 Impôt des sociétés

Les bénéficiaires exonérés des centres de coordination constituaient encore, pour les revenus de l'année 2007, le poste le plus important, avec une perte en recettes de 699 millions €. La perte en recettes diminue très fortement pour les revenus de l'année 2008, à 45 millions €, suite au phasing-out du régime. Les dépenses fiscales les plus importantes sont maintenant le crédit d'impôt pour recherche et développement, dont le montant a triplé en trois ans (135 millions € pour les revenus de l'année 2008), et la quotité forfaitaire d'impôt étranger (146 millions € en 2008). La taxation étalée des plus-values et la déduction pour investissement représentent également des postes importants, avec respectivement 96 et 88 millions € en 2008.

2.2.3 Précompte professionnel

La dispense de versement du PrP relative au travail d'équipe ou de nuit constitue de loin la dépense fiscale la plus importante (plus de 650 millions € en 2008, 738 millions € en 2009) suivie par les différentes dispenses de versement accordées dans le domaine de la recherche scientifique (245 millions € en 2008, 452 millions € en 2009). Une autre dépense fiscale qui prend de l'ampleur est celle relative aux heures supplémentaires (83 et 87 millions € respectivement en 2008 et 2009).

La réduction structurelle, dispense de versement apparue en octobre 2007, génère quant à elle une perte en recettes de 465 millions € en 2009.

Une nouvelle dispense de versement est apparue en 2008, relative aux rémunérations des sportifs. Celle-ci génère une perte en recettes de 42 millions d'euros en 2009.

2.2.4 Précompte mobilier

Sont seules envisagées dans le tableau récapitulatif les pertes en recettes pour lesquelles le précompte mobilier tient lieu d'impôt final. Les dépenses fiscales dont les pertes en recettes sont quantifiables sont l'exonération de précompte mobilier sur la première tranche de 1.250 € (non indexé) des carnets d'épargne (respectivement 567 et 501 millions € en 2008 et 2009), la renonciation à la perception du précompte mobilier dans le cadre de l'épargne-pension (respectivement 32 et 24 millions € en 2008 et 2009) et l'exemption sur la partie des dividendes allouée aux pouvoirs publics ou par une intercommunale à une autre intercommunale (45 millions € en 2008, données non encore disponibles pour 2009, voir cependant la note méthodologique page 20 concernant la sous-estimation du montant).

2.2.5 Droits d'accise

La perte en recettes la plus importante réside dans l'octroi d'un taux réduit en faveur du mazout de chauffage (gasoil à haute teneur en soufre utilisé comme combustible). Cette perte s'élève respectivement à 1.528 et 1.398 millions € en 2008 et 2009 et représente à elle seule plus de 80 % des pertes en recettes quantifiables. Viennent ensuite les taux réduits en faveur du gasoil et du pétrole lampant destinés à des utilisations industrielles et commerciales (aux alentours des 110 millions € en 2008 et 2009).

2.2.6 Droits d'enregistrement

La réduction du droit proportionnel à 0 % liée à l'introduction de la déduction pour capital à risque est la principale perte en recettes quantifiable avec un montant de 306 millions € en 2008. Elle ne constitue cependant pas une dépense fiscale, car le taux de référence est désormais fixé à 0 %.

2.2.7 Taxe sur la valeur ajoutée

Comme indiqué ci-dessus, tous les cas d'application des taux réduits sont maintenant considérés comme des dépenses fiscales. Parmi les postes dont le coût est identifié séparément, signalons l'octroi du taux réduit de 6 % pour le secteur immobilier (1.244 et 1.731 millions € pour les années 2008 et 2009) et celui des exemptions dont bénéficient les notaires, avocats et huissiers de justice. Ce dernier poste s'élève à 168 et 203 millions € respectivement en 2008 et 2009. La forte hausse du montant de la rubrique « immobilier » s'explique par les mesures du

plan de relance (octroi du taux de 6 % sur une tranche de 50.000 €). Ces mesures sont temporaires.

La part dans le rendement de l'impôt se maintient dans une même fourchette entre 2004 et 2008, entre 26,1 % et 27,7 %, mais augmente à 30,4 % pour l'année 2009. Cette hausse est liée à la forte augmentation de la dépense fiscale relative au taux de 6 % dans le secteur immobilier.

2.3 Notes méthodologiques

2.3.1 Impôt des personnes physiques

Exonération des allocations familiales (IPP, rubrique 15.1.)

La perte en recettes provenant de l'exonération d'impôt des allocations familiales est calculée, depuis 2004, à partir de la base de données du modèle de micro-simulation SIRE, étendue si nécessaire aux ménages non-enrôlés. On obtient ainsi, pour l'année 2008, une perte en recettes de 1.672 millions €, soit 30,9 % des allocations payées sur la même période.

Exonération des pensions et rentes de guerre et rentes aux invalides du temps de paix (IPP rubriques 15.2. et 15.9.)

Précédemment, une estimation globale était fournie à la fois pour les pensions et rentes aux victimes des deux guerres ainsi que pour les rentes aux invalides du temps de paix.

Grâce aux données fournies par le service des Pensions de Guerre, il a été possible de distinguer la dépense fiscale liée à l'exonération des rentes octroyées aux invalides du temps de paix de celle relative à l'exonération des pensions et rentes octroyées aux victimes des deux guerres.

Pensions et rentes, attribuées en cas d'incapacité permanente, mais ne constituant pas la réparation d'une perte permanente de revenus professionnels (IPP, rubrique 15.10.)

La méthode appliquée précédemment consistait à reprendre le total des dépenses annuelles d'assurance du Fonds des maladies professionnelles liées

à une incapacité permanente de travail, auquel on appliquait un taux marginal afin d'évaluer la dépense fiscale relative à cette exonération.

L'estimation a été corrigée afin de prendre en compte uniquement les indemnités annuelles liées à un degré d'incapacité permanente inférieur ou égal à 20 %.

L'exonération des participations des travailleurs au capital et aux bénéfices de leur entreprise (IPP rubrique 15.16.) se solde non par une perte mais par un gain en recettes. Dans le système de référence, il y aurait taxation à l'impôt des personnes physiques et déductibilité à l'impôt des sociétés. Dès lors, la dépense fiscale équivaut donc au produit de la taxation à l'IPP diminué d'une part de la déductibilité à l'I.Soc et d'autre part du produit de la taxe libératoire.

2.3.2 Précompte mobilier

Exemption Pr.M. sur la partie des dividendes allouée ou attribuée aux pouvoirs publics ou par une intercommunale à une autre intercommunale (Pr.M. rubrique 1.1.)

Le montant de 45,23 millions € pour l'année 2008 doit être considéré comme sous-estimé, vu le manque d'informations dans la base de données utilisée (Belfirst) sur la rémunération du capital et le bénéfice à distribuer des intercommunales. Les données relatives à l'année 2009 n'étaient pas encore disponibles au moment de la publication de cet Inventaire.

Exonération Pr.M. première tranche des dépôts d'épargne (Pr.M. rubrique 2.6.)

Afin d'estimer l'exemption de précompte mobilier sur la première tranche des revenus afférents aux dépôts d'épargne, la méthode appliquée consistait à calculer les intérêts à partir de la variation trimestrielle d'encours et de la série des taux d'intérêt (prime de fidélité comprise) que la Banque nationale publiait dans son « Bulletin statistique ». Il était ensuite appliqué à ces intérêts un précompte mobilier de 15 %.

La publication de cette série ayant été interrompue, on utilise désormais la série des taux d'intérêt implicites sur les dépôts d'épargne réglementés, en moyennes trimestrielles (source: BNB).

2.3.3 Droits d'accise

Estimation des dépenses fiscales liées aux produits énergétiques et électricité (Droits d'accise, rubrique A.)

Une nouvelle méthode d'estimation a été appliquée à partir de l'année 2004. Concernant le calcul des dépenses fiscales liées aux produits énergétiques et électricité, la méthode d'évaluation consiste à fixer un taux de référence par type de produit; la dépense fiscale est alors évaluée en multipliant les volumes consommés par la différence entre le taux de référence et le taux réduit.

Le taux de référence utilisé est un taux complet reprenant l'accise, l'accise spéciale, la redevance de contrôle et la cotisation sur l'énergie.

Antérieurement, la principale perte en recettes estimée concernait le taux réduit en faveur du gasoil routier avec comme référence le taux appliqué à l'essence, taux comprenant l'accise et l'accise spéciale, mais elle n'était pas considérée comme une dépense fiscale.

La nouvelle méthode définit un taux de référence par type de produit énergétique. Les types de produit retenus sont: l'essence, le gasoil routier non mélangé à faible teneur en soufre, le gasoil routier non mélangé à haute teneur en soufre, le gasoil routier complété d'EMAG, le fuel lourd, le pétrole lampant utilisé comme carburant et le LPG-méthane.

Il n'y a pas de calcul de dépense fiscale pour *l'essence*, étant donné que tous les produits d'essence sont considérés comme des produits spécifiques, quels que soient leur indice d'octane, leur teneur en plomb et/ou en soufre ou en bioéthanol.

Il en va de même pour les produits de *gasoil routier* qui sont eux aussi autant de produits spécifiques, quelle que soit leur teneur en soufre ou en EMAG.

Le calcul de dépenses fiscales s'effectue par contre pour les différentes utilisations ou catégories d'utilisateurs d'un même produit (utilisations industrielles ou commerciales ou utilisation comme combustible), qu'il s'agisse du gasoil, du pétrole lampant, du fuel lourd ou du LPG-méthane.

Pour les années 2008 et 2009, il s'agit d'estimations car toutes les données relatives aux volumes ne sont pas disponibles. Ces volumes ont alors été estimés à partir des recettes constatées et de clés de répartition.

2.3.4 Droits d'enregistrement

Réduction du droit proportionnel à 0 % (Droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, rubrique A.1.)

L'estimation de la dépense fiscale est sous-estimée, étant basée sur les comptes des entreprises non financières uniquement.

Exemptions spécifiques du droit proportionnel (Droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, rubrique A.2.)

La plupart des exemptions énoncées dans la rubrique A.2. sont devenues sans objet depuis la réduction du taux du droit proportionnel à 0 % (c'est-à-dire depuis le 1^{er} janvier 2006). Les dispositions légales subsistent néanmoins dans le C. Enreg.

Dès lors, dans le tableau récapitulatif des estimations chiffrées, aucun montant n'est repris pour les années 2007 et suivantes en ce qui concerne ces exemptions spécifiques. Les montants sont maintenus pour l'année 2006 dans la mesure où il pourrait s'agir de soldes d'opérations relatives à l'année 2005.

2.3.5 Taxe sur la valeur ajoutée

Taux de 0 % « journaux et hebdomadaires » (Taxe sur la valeur ajoutée, rubrique A.1.)

La série de la dépense fiscale relative au taux de 0 % pour les journaux et hebdomadaires a été réestimée afin de tenir compte d'une perte en recettes par rapport au taux de 21 % et non plus par rapport au taux réduit de 6 %, étant donné le changement de système de référence consistant à considérer tous les taux réduits comme des dépenses fiscales.

Taux réduits de 6 % et 12 % dans le secteur de la construction (Taxe sur la valeur ajoutée, rubriques A.2 et A.3)

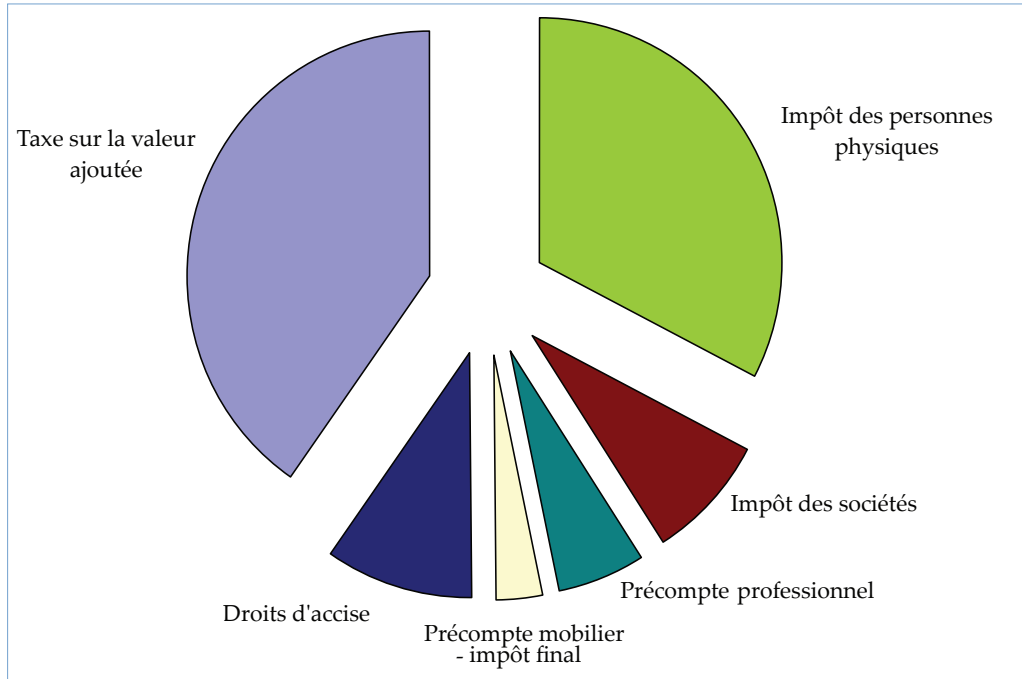
Il a été procédé à une révision de la série antérieure relative au secteur de la construction pour les années 2002 à 2009 sur base des déclarations TVA à 6 % et 12 %, et cela pour le secteur de la construction et secteurs apparentés identifiés

à l'aide de la classification NACE. Il n'a pas été tenu compte des régularisations et des notes de crédits.

Les codes NACE retenus sont pour les estimations des années 2002 à 2007 d'une part, pour celles des années 2008 et 2009 d'autre part, respectivement les codes 20-26-28-45-70 (classification NACE 2002), et les codes 16-23-25-41-42-43-68 (classification NACE 2008).

3 Annexes

3.1 Annexe 1: Pertes et recettes de dépenses fiscales - Année 2007



3.2 Annexe 2: Dépenses fiscales et dispositions faisant partie du système général de l'impôt - Année 2007

